

AJACCIO, le 6 février 2025

Monsieur Jacques Costa
Président du Syndicat Mixte du
Parc Naturel Régional de Corse

à

Madame le commissaire enquêteur
Mairie de Calvi
Avenue Commandant Marche
20 260 CALVI

N/réf/PNRC /JC/FA/N° 058-2025

Objet : Avis du Syndicat mixte du Parc naturel régional de Corse, gestionnaire de la réserve naturelle de Scandola, relatif à l'enquête publique relative au nouveau décret de la Réserve Naturelle Nationale de Scandola

Madame,

Veuillez trouver ci-après l'avis du Syndicat Mixte dans le cadre de l'enquête publique relative au projet de décret qui concerne la Réserve Naturelle Nationale de Scandola.

Ce projet répond d'une part à la mise en place de mesures techniques et d'autre part est l'expression d'orientations de gestion dont certaines sont souhaitées par le gestionnaire. Dès 2022, à l'initiative des services de l'état (DMLC), des propositions d'évolution et d'aménagement du décret ont été formalisées par le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional de Corse, gestionnaire de la réserve.

Cette évolution souhaitée dès les années quatre-vingt-dix, s'est avérée indispensable pour pouvoir gérer les activités traditionnelles en mutation et les activités émergentes. Le décret de 1975 montrait déjà ses limites sur certains points. En effet, l'activité de pêche professionnelle n'était plus autorisée car le régime dérogatoire la limitait aux unités de 10 tonneaux de jauge équipées de moteurs de puissance inférieure à 50 chevaux (art. 16). A la demande de la profession, l'autorité maritime avait pris par arrêté, une mesure pour permettre à cette activité de perdurer et bâti un modèle sur la base de dérogations permanentes et temporaires. De même, plus récemment l'interdiction de mouillage de jour et de nuit dans la réserve dite « intégrale » et de nuit sur le reste de la réserve a été instaurée selon le même dispositif, alors que le principe de la libre navigation prévaut dans le périmètre

maritime de la réserve (art.18). Ces deux exemples suffisent à justifier la réécriture du décret pour ne pas exposer le gestionnaire à des contentieux.

Parallèlement, d'autres mesures techniques ont été proposées et répondent à un toilettage nécessaire compte tenu de l'évolution législative et réglementaire en matière d'environnement et de gestion de pêches.

Les mesures proposées par le gestionnaire qui relèvent des orientations de gestion concernent quatre points : le mouillage, la circulation, le survol ainsi que la pratique de la pêche professionnelle. Elles peuvent être précisées par des mesures techniques relatives aux contraintes opérationnelles lors de mise en œuvre des actions de surveillance et de police.

1- Il s'agit d'interdire le mouillage sur la totalité de la réserve de jour comme de nuit. Cette mesure, qui peut paraître très restrictive, s'inscrit dans le cadre de mesures plus générales de préservation de l'herbier à Posidonie sur l'ensemble du littoral méditerranéen, dont les interdictions de mouillage pour des unités de plus de 24 m sur une large bande littorale. Cette mesure permettra par ailleurs de prévenir les introductions d'espèces exotiques notamment les macro-algues ainsi que le déversement d'eaux grises et noires par les navires. D'un point de vue opérationnel il est souvent peu aisé de constater des mouillages sur l'herbier profond surtout quand les eaux sont turbides. Cette mesure vise aussi à prévenir l'arrivée d'espèces exotiques dont certaines peuvent se révéler envahissantes. La réserve y est confrontée, ce constat avait déjà été établi pour *Womersleyella setacea* dans le premier plan de gestion de 1995. Bien qu'il soit impossible de prévenir l'arrivée de ces dernières par dissémination des propagules dans la colonne d'eau, cette mesure est toutefois utile.

2- La limitation de la vitesse à 5 nœuds sur l'ensemble du périmètre de la réserve est une mesure nécessaire à destination de l'ensemble des navires et notamment des navires de plaisance. Il n'est pas utile de rappeler ici combien il est difficile pour ces derniers d'évaluer la bande des 300 m et d'adapter ainsi leur allure. D'autre part, une qualification de l'infraction au titre du règlement de la réserve est plus aisée à appliquer par le personnel commissionné à ce titre. L'impact de cette mesure sur l'activité commerciale est faible. Si on prend comme exemple les quelques navires qui abordent la baie d'Elbu directement au droit des failles cela ne représente qu'une augmentation de la route de quelques minutes (diminution de la vitesse de 15 nœuds pendant 800 m). Dans la grande majorité des cas les navires se situent dès leur entrée dans la réserve dans la bande des trois cents mètres. Par ailleurs en cas de mer forte il est admis d'adapter sa vitesse pour maintenir le cap.

3- Un autre point répond à une orientation de gestion et concerne l'extension de l'interdiction de survol de la partie marine. Celle-ci se révèle être indispensable compte tenu du développement de pratiques liées à l'utilisation des drones mais aussi d'initiatives commerciales. La plus récente remonte au printemps dernier, un opérateur installé sur

Galéria souhaitait proposer des survols de la partie marine de la réserve avec un Hydro-Ulm dont on connaît la nuisance sonore.

4- Un domaine pour lequel le gestionnaire aurait souhaité des avancées concerne la pratique de la pêche professionnelle. Le décret définit un cadre qui permettra de réglementer ultérieurement l'effort de pêche par des arrêtés de l'autorité maritime (nature des engins temps de calées, zone de non-prélèvement...). Pour l'instant, la seule avancée concerne le régime dérogatoire qui sera limité à des autorisations annuelles, le principe des autorisations temporelles actuellement en vigueur n'a jamais démontré son efficacité. Il s'agissait alors de limiter l'effort de pêche aux navires ayant une autorisation permanente, les navires disposant d'autorisations temporaires venant compléter les navires présents sur zone jusqu'à concurrence du nombre total de dérogations permanentes. Les demandes temporaires doivent être communiquées au gestionnaire avant l'action de pêche ce qui présuppose de connaître en temps réel le nombre de navires qui seraient présents sur zone : ce dispositif n'a jamais fonctionné de façon satisfaisante. D'autres mesures telles que l'usage exclusif d'un seul engin conduit à limiter l'usage d'engins sélectifs comme la palangre.

D'autre part, depuis 1975, à l'échelle mondiale l'instauration d'aires marines protégées dotées de zones de non-prélèvement importantes ont montré leur efficacité dans la gestion de la ressource halieutique et les engagements de la France pour les aires marines protégées devraient permettre des avancées significatives pour la Réserve Naturelle Nationale de Scandola. Ainsi, à l'échelle des eaux marines métropolitaines, la Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) et la Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral (SNML) fixent un objectif spécifique de couverture de 5% des espaces maritimes hexagonaux reconnus en protection forte d'ici 2030. La Réserve de Scandola d'une superficie totale de 604 ha ne possède que 72 ha labellisés en Zone de Protection Forte.

Une récente étude tente de quantifier le bénéfice que pourrait représenter pour les zones adjacentes la mise en défends de l'ensemble de la réserve naturelle. Elle permettrait en effet une augmentation de la production halieutique de plus de 80% (Rapport Scenarios Renforcement & Productions Scandola, WWF amp odyssée, octobre 2024). Par ailleurs, certains engins comme le filet trémail ont un impact non négligeable sur les communautés fixées du coralligène dont les gorgonaires que l'on sait très impactées par les bouleversements climatiques (Étude du corail rouge *Corallium rubrum* dans la Réserve naturelle de Scandola : biologie de l'espèce et changement climatique (nécroses et mortalité) Rapport 2003-2023, J. Garrabou *et al.* 2024).

L'esprit du texte de 1975 était bien de conserver une petite pêche artisanale de proximité à partir des ports de Ghjirolata et Galéria. Dans l'hypothèse où il ne serait pas possible d'aboutir après consultation de la profession à une augmentation la zone de non-prélèvement, le dispositif dérogatoire de gestion de la pêche professionnelle devra conserver ce principe en veillant à mettre en œuvre une réglementation dont l'application serait aisée.

Pour la pêche professionnelle on voit ici que le principe d'une « gestion adaptative » a été retenu. Le gestionnaire souhaite que le même principe puisse être mis en œuvre pour les questions relatives aux autres activités économiques en lien avec les impératifs de conservation.

Pour assurer la conservation du Balbuzard pêcheur, le dispositif mis en œuvre depuis 2021 aux côtés de l'Office de l'Environnement de la Corse a montré son efficacité en concentrant la surveillance sur les nids occupés. Il repose sur un travail de suivi très important mobilisant les équipes pendant la durée de la phase de reproduction dès le mois de février jusqu'à l'émancipation des jeunes. Il a aussi pour mérite, après concertation, de reposer sur une large acceptation sociale en proposant une réponse adaptée aux enjeux de conservation de cette espèce emblématique.

La proposition d'instaurer dans le décret des zones de quiétude sur l'ensemble des sites de nidification historiques du 15 février au 31 Août conduit à l'interdiction de circulation dans l'actuelle partie « intégrale » de la réserve du fait de la présence deux nids en vis-à-vis. L'interdiction de circulation qui en découle mais dont l'application ne serait pas limitée dans le temps pose la question de la sécurité de navigation qui devrait être mieux évaluée dans ce secteur, même s'il est admis que par gros temps les navires puissent y déroger.

La mise en place de ces zones de quiétude y compris en périphérie de certains nids inoccupés dits « historiques » concentrerait les moyens de surveillance au détriment de l'application d'autres mesures de gestion qui concernent la préservation éléments du patrimoine naturel tout aussi importants mais moins emblématiques.

Je souhaite donc à travers cet avis que les éléments évoqués ci-dessus puissent être pris en compte en insistant sur l'impérieuse nécessité que la réécriture de ce décret puisse aboutir. Le gestionnaire sera, bien évidemment, totalement impliqué dans la mise en œuvre des mesures prévues et accompagnera les usagers du site dans l'évolution de leurs pratiques. Il se propose d'œuvrer avec les socioprofessionnels au rayonnement de la réserve et de son patrimoine naturel inestimable étudié depuis bientôt cinquante ans ; l'éducation et la sensibilisation des citoyens font aussi partie des objectifs assignés aux réserves naturelles.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes meilleures salutations.

Le Président du Syndicat Mixte
du Parc Naturel Régional de Corse
Jacques Costa



LP: 2C 190 798 4673 0



36384279/46979/0607/C6
C.1245016611465206405

C6 1/5
279-AR

Madame le Commissaire Enquêteur
Mairie de Calvi
Avenue du commandant Marche
20600 CALVI

Déposé le: 11-02-2025



RECOMMANDÉ

AR

279

Déduire 7 grammes

Madame le Commissaire Enquêteur
Mairie de Calvi
Avenue du commandant Marche
20600 CALVI

DESTINATAIRE



2C 190 798 4673 0

